

BRÈVES HEBDOMADAIRE

Russie

Une publication du SER de Moscou

Semaine du 8 décembre 2025

1 EUR = 93,56 RUB

SOMMAIRE

POLITIQUES SECTORIELLES.....2

Énergie.....2

- La coentreprise Rosneft-Shell pourrait sortir du capital du CPC.....2
Extension de la possibilité de payer le gaz russe sans Gazprombank.....2

Industrie

- Une stratégie de santé à l'horizon 2030 axée sur la substitution aux importations.....3
Localisation d'un biomédicament en Russie avec l'appui d'un groupe chinois.....3

Transport

- Recul de la part des camions chinois en Russie4
Yandex entend produire des taxis électriques.....5

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....5

Départ de sociétés

- Unicredit se déleste de certains actifs en Russie5
Vente de Caterpillar6

Climat des affaires.....6

- Litige contre NCH Capital en amont d'une probable confiscation.....6
Possibles restrictions en Russie de tous les services Google.....7

Politiques sectorielles

Énergie

La coentreprise Rosneft-Shell pourrait sortir du capital du CPC

Kommersant, 9 décembre – Le président russe a autorisé la coentreprise chypriote Rosneft-Shell Caspian Ventures Ltd à effectuer des opérations relatives à sa participation de 7,5 % dans le Caspian Pipeline Consortium-R (CPC-R), l'entité russe de l'oléoduc du même nom reliant les champs du Kazakhstan au port russe de Novorossiysk. La coentreprise, contrôlée à 51 % par Rosneft et à 49 % par Shell, est affectée par les sanctions américaines d'octobre visant les entités détenues majoritairement par Rosneft bien qu'une dérogation protège les opérations liées au CPC. Selon les observateurs, cette autorisation viserait à sortir la coentreprise Shell-Rosneft du capital de CPC-R, répondant ainsi aux préoccupations du Kazakhstan qui craint une exposition accrue du CPC à des sanctions secondaires susceptibles d'entraver ses exportations de brut. L'opération affaiblirait la position régionale de Rosneft, mais resterait limitée financièrement à l'échelle du groupe.

Extension de la possibilité de payer le gaz russe sans Gazprombank

TASS, 8 décembre – Le président russe a prolongé jusqu'au 1^{er} avril 2026 l'autorisation permettant aux acheteurs étrangers de régler leurs importations de gaz russe en roubles via des banques autres que Gazprombank. Le précédent dispositif devait expirer le 31 décembre 2025. Cette mesure, reconduite à plusieurs reprises depuis les sanctions américaines de novembre 2024 visant Gazprombank, vise à réduire les risques pour les clients étrangers qui étaient auparavant obligés d'utiliser exclusivement cette banque pour payer le gaz russe. Depuis décembre 2024, les entreprises étrangères sont autorisées à créditer les paiements sur le compte en roubles du fournisseur russe y compris via des tiers, tandis que Gazprombank peut ouvrir, en plus des comptes ordinaires en roubles et en devises destinés aux fournisseurs, des comptes spéciaux de type « K ». Toutefois, les règlements via ces

comptes « K » restent suspendus tant que les sanctions contre Gazprombank demeurent en vigueur. Parallèlement, Vladimir Poutine a prolongé jusqu'à fin 2027 l'interdiction faite aux investisseurs issus de pays « inamicaux » d'effectuer des opérations sur les participations stratégiques dans les entreprises russes, une mesure introduite en 2022 et justifiée par la nécessité de protéger les secteurs financier et énergétique du pays.

Industrie

Une stratégie de santé à l'horizon 2030 axée sur la substitution aux importations

Kommersant, 9 décembre – Le président russe Vladimir Poutine a approuvé la nouvelle stratégie de développement du système de santé jusqu'en 2030, qui fait de la substitution aux importations et de l'indépendance pharmaceutique des priorités centrales, dans un contexte de vieillissement démographique et de recherche de souveraineté technologique. Le document fixe notamment pour objectif de porter à 90 % la part des médicaments produits en Russie sur l'ensemble du cycle industriel, à 40 % celle des dispositifs médicaux domestiques, et à 90 % la part de médicaments russes dans la liste des produits essentiels. Si les objectifs de prévention sont largement consensuels, les associations de patients et plusieurs experts soulignent toutefois les limites d'une stratégie fondée sur un fort accent mis sur l'autosuffisance pharmaceutique, rappelant que l'innovation médicale reste largement internationale et que le marché russe pourrait difficilement financer seul l'ensemble des développements thérapeutiques de rupture.

Localisation d'un biomédicament en Russie avec l'appui d'un groupe chinois

Kommersant, 8 décembre – Le groupe pharmaceutique russe Binnopharm Group a annoncé un accord avec la société chinoise Mabwell (Shanghai) pour la localisation en Russie d'un médicament à base de dupilumab, un anticorps monoclonal utilisé dans le traitement de l'asthme et de la dermatite atopique. Ce segment est

aujourd'hui dominé par le Dupixent du groupe français Sanofi, actuellement le seul médicament à base de dupilumab enregistré en Russie, dont le principe actif est produit en Belgique et en Irlande. Selon DSM Group, 45 000 boîtes de dupilumab ont été vendues en Russie sur les dix premiers mois de l'année pour un montant de 3,5 Md RUB (+29 % en volume et +30 % en valeur en glissement annuel), principalement via les achats publics.

Binnopharm Group, issu de la consolidation des actifs pharmaceutiques d'AFK Sistema, a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de 38,6 Md RUB (-14 %) et une perte nette de 3 Md RUB, se classant au 9e rang des laboratoires en Russie. Cette opération illustre la montée en puissance des partenariats sino-russes dans les biotechnologies et plus largement la stratégie russe de substitution aux importations dans le secteur pharmaceutique, alors que près de 40 % des médicaments sont aujourd'hui localisés et que les autorités entendent porter cette part à 70 % à l'horizon 2030.

Transport

Recul de la part des camions chinois en Russie

Kommersant, 8 décembre – La part des camions lourds chinois (plus de 16 t) sur le marché russe a nettement reculé en janvier-novembre 2025, passant de 70 % à 53 % en un an, selon Avtostat, tandis que celle des constructeurs russes progressait de 20 % à 36 % et celle des marques biélorusses de 5 % à 7 %. Ce repli s'inscrit dans un fort ralentissement du segment : les ventes totales de camions lourds ont chuté de 56 % en glissement annuel, à 41 840 d'unités, avec une baisse particulièrement marquée pour les marques chinoises (-66,5 %, à 22 320), contre -21 % pour les russes (15 050). Les experts attribuent cette évolution à l'impact de la taxe de recyclage (de fait un droit de douane), au retrait temporaire des homologations pour plusieurs modèles chinois, à la faiblesse du service après-vente, ainsi qu'à un contexte de taux élevés et de demande déjà satisfaite après le rebond des ventes de l'année précédente. Malgré des stocks élevés chez les concessionnaires et les sociétés de leasing (environ 50 000 unités), les autorités entendent poursuivre une politique incitant les constructeurs chinois à localiser leur production en Russie, ce qui devrait continuer à rééquilibrer le marché en faveur des marques domestiques, au premier rang desquelles KamAZ (30,1 % de part de marché sur la période).

Yandex entend produire des taxis électriques

Vedomosti, 12 décembre – Le groupe informatique russe Yandex travaille sur un projet de taxi électrique, baptisé UMO 5, dont le lancement industriel pourrait intervenir dès 2026. Il s'agirait d'une copie du véhicule chinois GAC Aion Y Plus, avec un assemblage envisagé sur un site russe en partenariat avec le constructeur chinois éponyme. Le prix de vente est estimé à 2,4 Md RUB par véhicule, subvention d'État pour l'électromobilité incluse (925 000 RUB), et un leasing annoncé à partir de 69 000 RUB par mois sur quatre ans. Cette initiative s'inscrit dans un contexte toutefois défavorable au marché russe des véhicules électriques : les ventes ont reculé de 37 % sur dix mois en 2025 (9 600 unités), tandis que le rythme de déploiement des bornes de recharge rapides ralentit. Si Yandex pourrait s'appuyer sur son vaste réseau de flottes partenaires pour tester ce modèle, les incertitudes sur l'infrastructure de recharge, la valeur résiduelle et la concurrence de projets soutenus par l'État (notamment Atom) limitent, à ce stade, les perspectives de diffusion à grande échelle.

Environnement des affaires

Départ de sociétés

Unicredit se déleste de certains actifs en Russie

Kommersant, 9 décembre – En plus de la réduction de son niveau d'activité imposé par la banque centrale européenne, la banque italienne Unicredit a commencé à céder une partie de ses actifs en Russie. La banque a ainsi vendu la quasi-totalité du portefeuille de contrats à long terme de sa filiale russe de leasing (environ 3 milliards de roubles) à la société russe PR-Leasing. La vente du portefeuille, plutôt que de la filiale elle-même, permet au groupe d'éviter de devoir recueillir l'approbations de la commission

gouvernementale compétente et lui permet d'éviter de concéder une décote importante et une contribution obligatoire au budget.

Vente de Caterpillar

RBC, 10 décembre – La Commission gouvernementale a approuvé la demande d'Investissement Solutions LLC (détenue par le fonds d'investissement Balchug Capital, enregistré en Arménie) de rachat de quatre filiales russes du fabricant américain d'équipements Caterpillar. La société est dans la phase finale des négociations ; la clôture de la transaction est attendue dans les prochains mois. La société américaine avait pour mémoire annoncé la suspension de sa production en Russie en mars 2022. Balchug capital avait déjà racheté deux autres filiales de Caterpillar en Russie l'année passée.

Climat des affaires

Litige contre NCH Capital en amont d'une probable confiscation

Kommersant, 9 décembre – Le tribunal à Moscou examinera la demande du procureur général adjoint concernant la société américaine NCH Capital Ink, accusée d'« activité extrémiste » (selon la partie russe, le groupe transféré des millions de dollars pour soutenir les forces armées ukrainiennes). NCH Capital Ink est propriétaire de la holding Agroterra qui occupe la 15ème place dans le classement des plus grands propriétaires terriens de la Russie selon Forbes. En avril 2024, Vladimir Poutine avait placé Agroterra sous la gestion temporaire de l'Etat russe. La banque VTB avait montré son intérêt pour l'acquisition de la holding, tandis que NCH Capital avait rappelé sa réticence à vendre ses actifs. Les procédures judiciaires intentées au motif d'un supposé « extrémisme » devant les tribunaux russes conduisent généralement à la confiscation des biens ciblés (qu'ils soient russes ou étrangers).

Possibles restrictions en Russie de tous les services Google

Forbes, 11 décembre – Selon un des députés de la Douma d'Etat, tous les services de Google pourraient être soumis à des restrictions en Russie en raison du non-respect par le groupe de la loi sur l'hébergement sur place des données personnelles. La liste des services Google concernés comprend le moteur de recherche du même nom, Gmail, Google Maps, YouTube, Google Drive, le navigateur Chrome et d'autres applications et services. Le député a ajouté que les services Google pourraient progressivement commencer à ralentir sur le territoire du pays, afin d'inciter les citoyens du pays et les entreprises à passer à des analogues russes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou

Rédaction : Service économique régional de Moscou

Abonnez-vous : Moscou@dgtresor.gouv.fr